

SOCIOLOGIE DES DIFFÉRENTES VAGUES DE RECRUES DANS LES FORCES DE SÉCURITÉ CENTRAFRICAINE



1981-1993

Régime Kolingba

Recrutement fortement subjectif avec une préférence pour les originaires de l'Est.



2003-2013

Régime Bozizé

Recrutement ciblé sur les originaires de l'Ouham (Bossangoavi)



2013

Suspension et embargo de l'ONU sur les armes en Centrafrique.



Années 1960

Création des Forces de Sécurité suite à l'indépendance



1993-2003

Régime Patassé

Recrutement orienté vers les origines du Nord.



2012

Crise du Recrutement

Manifestations de jeunes mécontents dénonçant un recrutement "clanique, ethnique et monnayé".



2024

Fin de l'embargo sur les armes en Centrafrique.

Difficultés

Problèmes de Recrutement :

- Ethnicisation et Politisation : Recrutement basé sur des critères subjectifs, favorisant, les appartenances ethniques et les réseaux politiques des dirigeants successifs (Kolingba, Patassé, Bozizé).
- Pratique de favoritisme et népotisme : sélection des recrues sur la base de liens familiaux et communautaires plutôt que sur le mérite.
- Frais d'inscription élevés, processus truqué, avec des résultats non représentatifs du réel potentiel des candidats.

Dysfonctionnement Interne et Tensions Politiques :

- Incapacité des forces à fonctionner de manière opérationnelle, due aux divisions internes et à l'absence de professionnalisation des effectifs.
- Infrastructures dégradées : Bâtiments, commissariats et brigades endommagés ou saccagés durant les crises.
- Parc Roulant et Matériel Insuffisant : Véhicules et moyens de transport gravement détériorés (vandalisés, en panne).
- Equipements et armements inadaptés, avec un rationnement critique (une arme pour 2-3 soldats, munitions insuffisantes).

Forces de Sécurité de République Centrafricaine

- L'armée
- La gendarmerie nationale
- La police nationale

Tentative de Réforme

Réformes Nationales

Recrutement réorganisé par la MINUSCA (2017) :

- Processus transparent et structuré, réalisé simultanément à Bangui et dans 16 préfectures pour garantir la représentativité régionale (Objectif : 250 gendarmes et 250 policiers, avec des tests physiques et écrits).

Reorganisation institutionnelle :

- Actualisation du cadre légal et réglementaire pour instaurer des pratiques de recrutement objectives.
- Mise en place d'un comité mixte pour la coordination et le suivi de la réforme des forces de sécurité.

Processus DDR :

- Intégration des anciens combattants et des éléments des groupes armés dans le cadre d'un processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement.

Initiatives et soutiens :

- Missions de Stabilisation et de Formation : MINUSCA : Responsable du recrutement et de la stabilisation sécuritaire, apportant une dimension internationale à la réforme.
- EUTM : Formation des soldats centrafricains (objectif de former environ 7.000 soldats d'ici à 2020)

Projets de Réhabilitation et d'Appui :

- RESEJEP : Projet de réhabilitation des secteurs de la justice et de la police financé principalement par l'Union Européenne.
- Projet d'Appui d'Urgence (PBF/PNUD) : Réhabilitation des capacités fonctionnelles de la Police et de la Gendarmerie, visant à sécuriser et équiper les commissariats et brigades.

Aide Matérielle et Logistique :

- Distribution de matériel (motos, véhicules pick-up, bus anti-émeutes) pour améliorer la mobilité et l'efficacité opérationnelle des forces.



Introduction

En République centrafricaine (RCA), les forces de sécurité comprennent principalement l'arméeⁱ, la gendarmerie nationale et la police nationale qui furent toutes créées dans les années 1960, suite à l'accession de la RCA à l'indépendance. L'armée, pourtant force de défense, fait également partie intégrante des forces de sécurité en RCA car il n'est pas rare que des soldats soient envoyés pour contenir ou réprimer des manifestations, ou encore pour assurer la sécurité des grands événements (matches internationaux, investiture d'un chef d'Etat, rencontres politiques, accueil et sécurité de hautes personnalités étrangères en visite, etc.). Des missions qui, dans un pays institutionnellement bien organisé, relèveraient de la compétence de la police et de la gendarmerieⁱⁱ, et non de l'armée.

La présente cartographie institutionnelle traite dans un premier temps du caractère subjectif qui a longtemps prévalu dans les recrutements des éléments des forces de sécurité centrafricaine, puis des initiatives en cours pour la réforme structurelle desdites forces et enfin des difficultés auxquelles celles-ci sont confrontées

Tribalisme et politisation, maux qui gangrènent les forces de sécurité centrafricaines

Le tribalisme, la politisation et la marginalisation systématique ont fait le lit du recrutement et de la promotion des forces de sécurité (FS)ⁱⁱⁱ centrafricaines. Jusqu'à l'embargo des Nations unies sur l'armée en 2013, les Présidents de la République qui se sont succédés à la tête du pays ont privilégié les leurs (des

membres de leurs ethnies et tribus jusqu'au membres de leurs familles proches) dans le recrutement de l'armée, la gendarmerie et la police :

- Le régime d'André Kolingba (1981-1993) fut ainsi marqué par une surreprésentation au sein des forces de sécurité des originaires de l'Est^{iv} du pays dont il était issu ;
- sous le régime d'Ange Félix Patassé (1993-2003), ce sont des originaires du Nord de la RCA, comme lui, qui furent massivement recrutés ;
- de même, sous la présidence de François Bozizé (2003-2013), ce sont les originaires de la préfecture de l'Ouham, notamment de Bossangoa^{vi} qui entrèrent en grand nombre dans les forces de sécurité.

L'une des raisons de la suspension des activités de l'armée centrafricaine, voulue par les Nations unies, tient précisément au caractère excessivement ethnicisé de ladite armée. En effet, durant la Transition^{vii}, les activités des Forces armées Centrafricaines (FACA) ont été, de fait, suspendues de manière consécutive aux résolutions des Nations unies qui ont imposé un embargo sur les armes^{viii} à destination de la RCA, notamment en raison de l'engagement de certains éléments des FACA dans le conflit intercommunautaire opposant éléments de la Seleka et anti-Balaka.

L'armée centrafricaine a par ailleurs été impliquée de manière récurrente dans les coups d'Etat qui ont régulièrement marqué l'histoire du pays depuis son indépendance : trois des chefs d'états-majors des forces armées centrafricaines (Jean-Bedel Bokassa, André Kolingba et François Bozizé)



ont ainsi accédés au pouvoir par le truchement de coups d'Etat ou de rébellion. Les coups d'Etat manqués sont, quant à eux, légions.^{ix}

Un recrutement avant la Transition, qui a mis le feu aux poudres

En août 2012, soit 8 mois avant le renversement du régime de François Bozizé, des jeunes mécontents de n'avoir pas été retenus pour le recrutement dans l'armée manifestèrent dans plusieurs points stratégiques de la capitale centrafricaine. Ce mouvement de protestation était parti de la proclamation des résultats du test de recrutement dans les FACA dont les frais du dépôt des dossiers avaient été fixés à 5.000 F CFA, une somme élevée au regard du niveau de vie du pays. Des jeunes ayant vu leur investissement, tout comme leur espoir, se transformer en illusion, décrièrent un recrutement clanique, ethnique^x et monnayé. Lors de leur descente dans les rues de Bangui, ils ont barricadé des avenues, brûlé des pneus sur les voies, marché sur la prison centrale de Ngaragba où ils ont mis en déroute les militaires qui s'y trouvaient et cassé la porte principale pour libérer les prisonniers. Dans les médias, les mécontents dénonçaient ce qu'ils qualifiaient de mascarade de recrutement, en ces termes : « *C'est une honte nationale, car les résultats issus de concours ne reflètent pas la réalité. Certains candidats retenus n'ont jamais passé le test et moins encore les examens médicaux. Ils nous ont purement et simplement remplacés par les membres de leurs familles venus de leurs propres villages. C'est une grande première dans l'histoire du pays de procéder à un recrutement monnayé. Nous avons d'ailleurs vendu une partie de nos biens - pour payer les frais de ce concours fixé à 5.000 francs CFA* ». ^{xi}

Le recrutement après le retour à l'ordre constitutionnel

Durant la Transition, il n'y a pas eu de recrutement dans les forces de sécurité centrafricaines. Il convient cependant de mentionner les velléités de Michel Djotodia, premier président de la Transition, qui a voulu reverser dans ces forces les éléments de l'ex-Séléka, la rébellion qui l'avait porté au pouvoir. Cette tentative n'a pas abouti du fait de la courte durée à la présidence de ce dernier^{xii}.

Depuis le retour à l'ordre constitutionnel^{xiii}, le dernier recrutement des Forces de sécurité en date est celui auquel a procédé au cours de l'année 2017 la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), à la demande du gouvernement centrafricain. L'objectif de ce recrutement - dont le processus^{xiv} est mené de bout en bout par la MINUSCA, à travers sa composante Police - a été fixé à 250 gendarmes et 250 policiers.

La spécificité de ce recrutement (tests physiques et écrits) est notamment qu'il s'est tenu à Bangui ainsi que simultanément dans les seize préfectures du pays dans l'optique de tenir compte de la représentativité régionale et de rendre, à terme les forces de sécurité pluriethniques.

Dans un pays où l'emploi formel est rare, il n'est pas surprenant d'apprendre que la MINUSCA a enregistré près de 13.000 dossiers : après examen de la validité des pièces constitutives des dits dossiers, environ 10.000 candidats ont été retenus pour prendre part au concours, pour 500 places seulement.



Novembre 2017



Concours de recrutement des policiers et gendarmes, en mai 2017. Des participants au test écrit (à gauche) et aux épreuves physiques (à droite) (clichés MINUSCA)

La nécessité de la réforme pour la reconstruction des forces de défense et de sécurité

Les forces ou missions internationales qui se sont succédées en Centrafrique (FOMUC, FOMAC, BONUCA, BINUCA)^{xv} et celles qui y sont actuellement présentes (MINUSCA et EUTM)^{xvi} ont assisté et assistent le gouvernement dans la réforme des forces de défense et sécurité. Leur accompagnement porte principalement sur la formation et l'équipement de ces forces. Les diverses réformes opérées ont, jusque-là, échoué largement à cause de la politisation des forces de sécurité, marquée par le tribalisme, sus-évoqué.

Les priorités clés de la réforme des forces de défense et de sécurité centrafricaines sont, outre cette question centrale de la diversification ethnique : l'intégration des éléments des groupes armés, dans le cadre du processus DDRR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement) mis en place par le gouvernement centrafricain, avec le soutien de la communauté internationale ; la formation et l'équipement des hommes ; l'augmentation des effectifs car les forces de sécurité ont jusqu'alors été caractérisées par un sous-effectif chronique^{xvii} au regard de la vaste superficie du territoire (623.000 km²).

En effet, un contrôle physique des militaires et gendarmes effectué par l'Inspection Générale des Finances de la RCA, entre mai et août 2017, a établi l'effectif de ces deux corps à seulement 9.377 hommes sur 10.399 déclarés. 532 militaires et gendarmes ont également été identifiés comme fictifs. Une partie des ceux qui manquent à l'appel font partie des nombreux militaires, gendarmes et policiers qui ont intégré les rangs des milices anti-balaka^{xviii} en résistance face à l'ex-rébellion Séléka. A cet effectif des militaires et gendarmes, il faut ajouter les policiers, estimés à 3.000 hommes. Au total, les forces de défense et de sécurité centrafricaines (armée, gendarmerie et police confondues) n'atteindraient pas 13.000 hommes^{xix}.

La Mission européenne de formation militaire (EUTM), est particulièrement investie dans la formation des soldats centrafricains dont les 650 premiers formés ont été officialisés dans leurs fonctions en mai 2017.



Novembre 2017

2017. Ils composent ainsi le premier bataillon désormais opérationnel. L'EUTM poursuit l'ambition de former environ 7.000 soldats d'ici à 2020.

Le renforcement des capacités des forces de sécurité

Dans le cadre de la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS), le gouvernement centrafricain, avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTFs) du pays, a élaboré un document intitulé « Document de relèvement des forces de sécurité intérieure » relatif à toutes les réformes que doivent mener les forces de sécurité intérieure (police et gendarmerie). Le plan d'action qui découle de ce document couvre les domaines de l'actualisation du cadre légal et de la réglementation, des ressources humaines, de la formation et du développement des capacités, de l'administration et de l'organisation, du budget, des finances et de la logistique, de la discipline, de l'éthique et de la conduite d'opérations. Un comité mixte a été mis en place pour la mise en œuvre de ce plan d'action, comité^{xxa} pour mission la planification, l'orientation, l'harmonisation, la mise en œuvre, le suivi, la coordination, l'évaluation et l'actualisation, dans le cadre de la stratégie globale de réforme de la sécurité intérieure.

Pour la restauration des missions de police et de gendarmerie de RCA, tombées en déliquescence après le passage de la rébellion Séléka en 2013, de nombreuses formations, notamment des gendarmes et policiers, sont organisées par les partenaires, notamment en vue d'établir une relation de confiance entre les forces de l'ordre et les populations^{xxi}.



Formation des FACA en notion de Droit de l'Homme (cliché MINUSCA)



Formation des gendarmes en maniement des armes organisée par la MINUSCA (cliché MINUSCA)



Novembre 2017

D'autres projets de réhabilitation des forces de sécurité, portés par des partenaires bi et multilatéraux, sont également menés notamment :

- *Le Programme de Réhabilitation des Secteurs de la Justice et de la Police (RESEJEP) en République Centrafricaine*, financé principalement par l'Union européenne.

Le projet a pour objectif d'accompagner le gouvernement centrafricain, en particulier pour la reconstitution de la chaîne pénale entre la police, la gendarmerie, la justice et le système pénitentiaire.

- *Le Projet d'appui d'urgence à la Restauration des capacités fonctionnelles de la Police et de la Gendarmerie*, financé par le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations-Unies (PBF) et mis en œuvre par le PNUD depuis janvier 2014. Ce projet s'inscrit dans la première phase de la stratégie de stabilisation de la RCA, et en constitue une étape essentielle ayant comme objectif la réhabilitation sécurisée et l'équipement des Commissariats de Police et des Brigades de Gendarmerie à Bangui et en provinces.

Des difficultés logistiques incommensurables

Durant la dernière crise, des infrastructures appartenant à la gendarmerie et à la police ont été saccagées, le parc des moyens roulants a été vandalisé, réduisant de fait la capacité opérationnelle des forces de sécurité. Rares sont aujourd'hui les commissariats de police et brigades de gendarmerie des provinces qui disposent de moyens roulants. Pis, il y a parfois une arme pour 2 ou 3 éléments.

Lors d'un colloque réunissant les principaux acteurs de la Défense en Centrafrique, au début du mois de mars 2017, le chef d'état-major centrafricain a déploré les difficultés des FACA qui, du fait de l'embargo des

Nations unies sur les armes, ne peuvent équiper qu'une compagnie de 150 soldats tandis que les munitions que compte l'armée ne pourraient supporter que trente minutes de combat.

Cependant, les forces de défense et de sécurité sont en train d'être équipées progressivement par les partenaires techniques et financiers de la RCA. En décembre 2016, par exemple, l'ambassade des Etats-Unis en RCA a remis un don de matériel au gouvernement centrafricain, composé de 15 motos cross, 6 véhicules pick-up et 2 bus anti-émeutes et visant à renforcer la mobilité des patrouilles ainsi que la capacité opérationnelle des unités.

Conclusion

L'approche promue par les partenaires internationaux, visant à introduire un système de sécurité fondé sur la représentativité équilibrée des différentes composantes de la nation centrafricaine, ne correspond pas nécessairement aux attentes des acteurs locaux, qu'il s'agisse du gouvernement - essentiellement préoccupé par la question de la reprise des activités des forces de sécurité, notamment des FACA, ainsi que par la levée de l'embargo sur les armes afin de les rendre davantage opérationnelles - ou des groupes armés dont les exigences portent sur la volonté de voir leurs combattants intégrés dans les différents services de sécurité^{xxii}, à travers la concrétisation du processus de DDRR. On assiste ainsi à une situation proche du dialogue de sourds.

Par ailleurs, l'objectif stratégique assigné à la MINUSCA est « d'aider à créer des conditions qui permettent de réduire durablement la présence des groupes



armés et la menace qu'ils représentent »^{xxiii}. Mais comme l'a pertinemment souligné un récent rapport d'International Crisis Group^{xxiv}, la tendance est aujourd'hui à l'intensification des attaques, l'augmentation du nombre de groupes armés et la consolidation de leur emprise territoriale. Cet état de fait conduit les autorités centrafricaines et la population à réclamer, sans succès à ce jour, « l'opérationnalisation » des FACA, autrement dit leur réarmement, en opposition à la communauté internationale qui insiste sur une réforme structurelle à long terme.

-Bangui Thierry, *La mal gouvernance en Afrique centrale. Malédiction des ressources naturelles ou déficit de leadership ?*, Paris, éditions l'Harmattan, 2015, 242p.

-Bigo Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, éditions Karthala, 1988.

-Cour des comptes et Chambres régionales et territoriales des comptes, *L'organisation et la gestion des forces de sécurité publique*, éditions La Documentation française, 2011, 248p.

- International Crisis Group « Eviter le pire en République Centrafricaine », *Rapport Afrique* n° 253, septembre 2017, 36 p.

- Ndoutingai Sylvain, *Au cœur des pouvoirs en Centrafrique*, Paris, éditions Jean Picollec, 2017, 242 p.

- OIF, « Les forces de sécurité intérieure, acteurs majeurs de la gouvernance démocratique des systèmes de sécurité en Afrique de l'Ouest », Séminaire (Lien : <https://www.francophonie.org/Les-forces-de-securite-interieure.html>)

-Tuquoi Jean-Pierre, *Oubangui-Chari, le pays qui n'existait pas*, éditions La Découverte, 2017, 272 p.

- Vircoulon Thierry « La reconstitution de l'armée centrafricaine : un enjeu à hauts risques », *Note de Recherche* n° 36, IRSEM, avril 2017.

Auteur : Thierry Bangui.

- i Appelée Forces armées centrafricaines (FACA).
- ii Cf. l'exemple français dans l'ouvrage : Cour des comptes et Chambres régionales et territoriales des comptes, *L'organisation et la gestion des forces de sécurité publique*, éditions La Documentation française, 2011, 248p. Un exemple inspiré par nombre de pays d'Afrique francophone stables.
- iii Les officiers, sous-officiers et hommes de rang des forces de sécurité qui ont bien voulu échanger avec nous, dans le cadre de la production de la présente cartographie, expriment leur frustration par rapport à ces pratiques.
- iv Les Yakoma notamment.
- v Les Sara et Gbaya principalement. Ange-Félix Patassé appartenait au groupe ethnique Sara.
- vi Le chef-lieu de la préfecture de l'Ouham dont le président François Bozizé est originaire. Comme ce dernier, les Gbaya constituent l'ethnie majoritaire.
- vii La RCA a connu une longue Transition de mars 2013 à mars 2016 qui a vu se succéder trois dirigeants dits « Présidents de Transition » que sont respectivement Michel Djotodia, Alexandre- Ferdinand Nguendet et Catherine Samba-Panza.
- viii La RCA, pays en conflit armé, est frappée par l'embargo sur les armes depuis 2013 suite à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette sanction a été reconduite pour la dernière le 31 janvier 2017 pour un an. L'embargo fait injonction aux Etats d'« empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à la République centrafricaine » d'armements ou de matériels connexes.
- ix Cf. ouvrage : Bigo Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, éditions Karthala, 1988. Ce livre évoque, entre autres, des cas des tentatives de coups d'Etat d'un certain nombre d'officiers tels que Lingoupou, Obrou, Mandaba, Banza sous le règne de Bokassa (1966-1979), tous assassinés par ce dernier ; la tentative manquée de François Bozizé contre André Kolingba en 1982. Aussi, en 1996 puis en 2001, une série de mutineries de l'armée visait à renverser le président de la République d'alors, Ange Félix Patassé, avant d'y parvenir en mars 2003.
- x L'ethnie Gbaya dont est issu François Bozizé, le président de la République d'alors, était ainsi visée.
- xi Extrait de l'article/reportage intitulé « Résultats du recrutement dans les FACA contestés à Bangui » du 02 août 2012, de Radio Ndeke Luka, la plus écoutée des radios nationales.





^{xii} En effet, Michel Djotodia n'est resté au pouvoir que du 24 mars 2013 (date de la prise du pouvoir) au 10 janvier 2014 (date à laquelle il a été contraint par la CEEAC à démissionner), soit 9 mois et demi seulement.

^{xiii} La Transition s'est achevée par des élections générales (présidentielle et législatives), à l'issue desquelles Faustin-Archange Touadéra a été élu au suffrage universel en 2016, Président de République Centrafricaine, pour une durée de 5 ans.

^{xiv} Appels à candidature ; communication et publicisation (information et sensibilisation des populations) ; réception, examen et validation des dossiers ; organisation des épreuves physiques et écrites ; correction ; informatisation des données ; enquête de moralité ; délibération (qui n'est pas encore prononcée à la date du bouclage de la présente cartographie, c'est-à-dire fin septembre 2017).

^{xv} Respectivement Force multinationale en Centrafrique (FOMUC) ; Force multinationale des États d'Afrique centrale (FOMAC) ; Bureau des Nations unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BONUCA), transformé en Bureau intégré des Nations-Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA).

^{xvi} Mission européenne de formation militaire, en anglais European Union Training Mission (EUTM).

^{xvii} Conséquence de ce sous-effectif, la grande majorité de commissariats de police et brigades de gendarmerie du pays, notamment des provinces, ne compte pas plus de 10 hommes (officiers, sous-officiers et subalternes compris). Beaucoup n'ont que 3, 4 ou 5 éléments. Ils font recours à ce qu'ils appellent les « auxiliaires », c'est-à-dire des jeunes hommes et femmes, recrutés, sans formation ni salaire, pour appuyer les forces professionnelles.

^{xviii} A ce sujet, cf. Vircoulon Thierry « La reconstitution de l'armée centrafricaine : un enjeu à hauts risques », Note de Recherche n° 36, IRSEM, avril 2017. L'auteur a écrit : « L'armée centrafricaine s'est effondrée sans combattre en 2013 et une partie importante s'est milicianisée dans les anti-balaka ». La milice anti-balaka a « absorbé les éléments résiduels de l'armée qui ont souvent assumé le commandement de ces groupes locaux composés de jeunes ».

^{xix} Une haute autorité de la gendarmerie qui a bien voulu répondre à notre questionnaire estime qu'il faut au minimum 30.000 hommes pour couvrir le territoire centrafricain.

^{xx} Composé, entre autres, du ministre de l'Intérieur qui assure la présidence, d'un Représentant des PTFs assurant la vice-présidence et d'un secrétaire permanent. Les PTF sont principalement composés de la MINUSCA, des États Unis, de l'Union européenne, de la France et du PNUD.

^{xxi} Des formations de remise à niveau portent notamment sur l'éthique et la déontologie ; la défense et le respect des droits de l'Homme, le concept de police de proximité, la responsabilité de protéger.

^{xxii} Vircoulon Thierry, op. cit.

^{xxiii} « Résolution 2301 », Conseil de sécurité des Nations unies, S/RES/2301, 26 juillet 2016.

^{xxiv} International Crisis Group « Eviter le pire en République Centrafricaine », Rapport Afrique n°253, septembre 2017, p.12.



Avec le soutien de

Les analyses du HSGO n'engagent pas l'OIF

